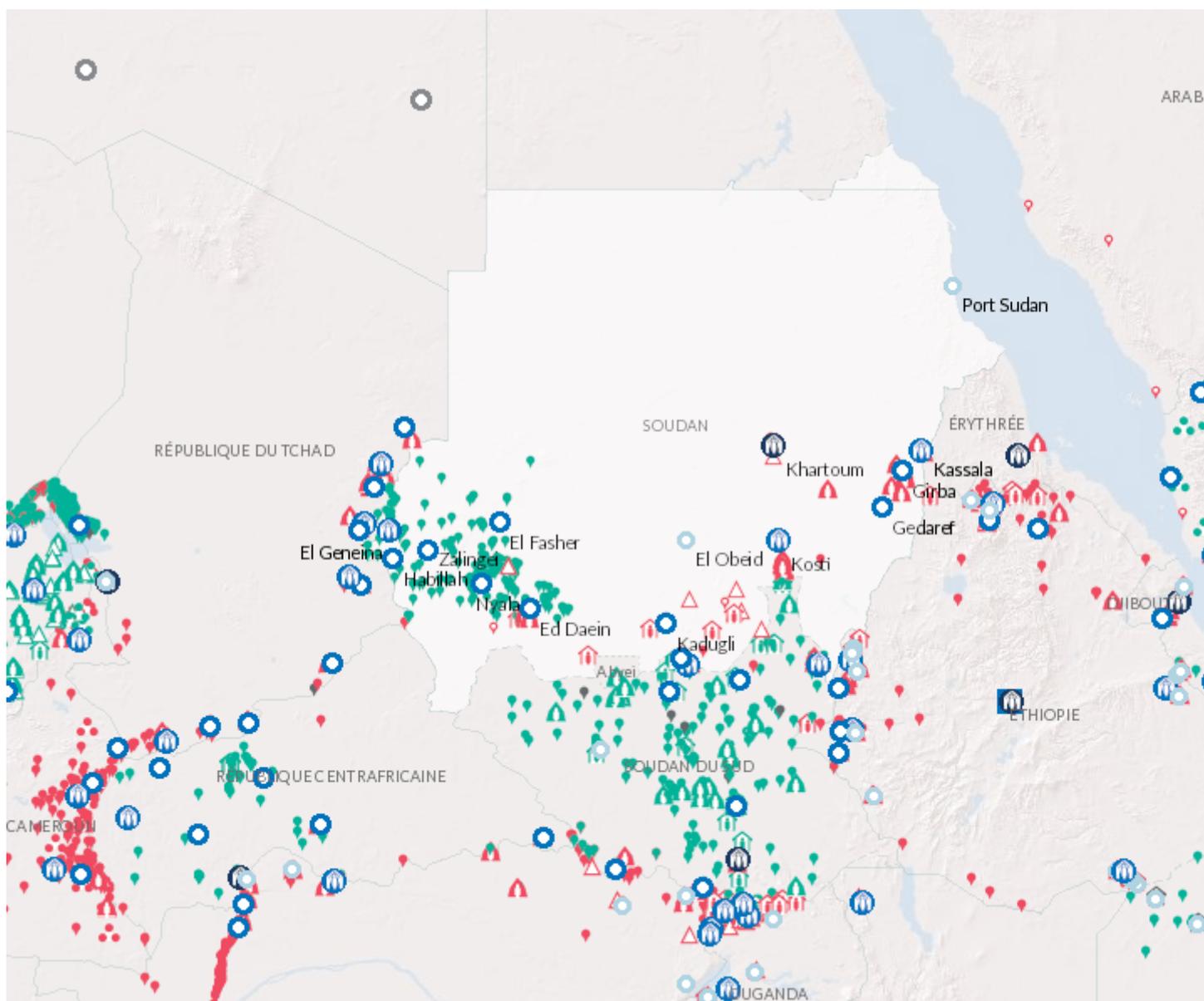


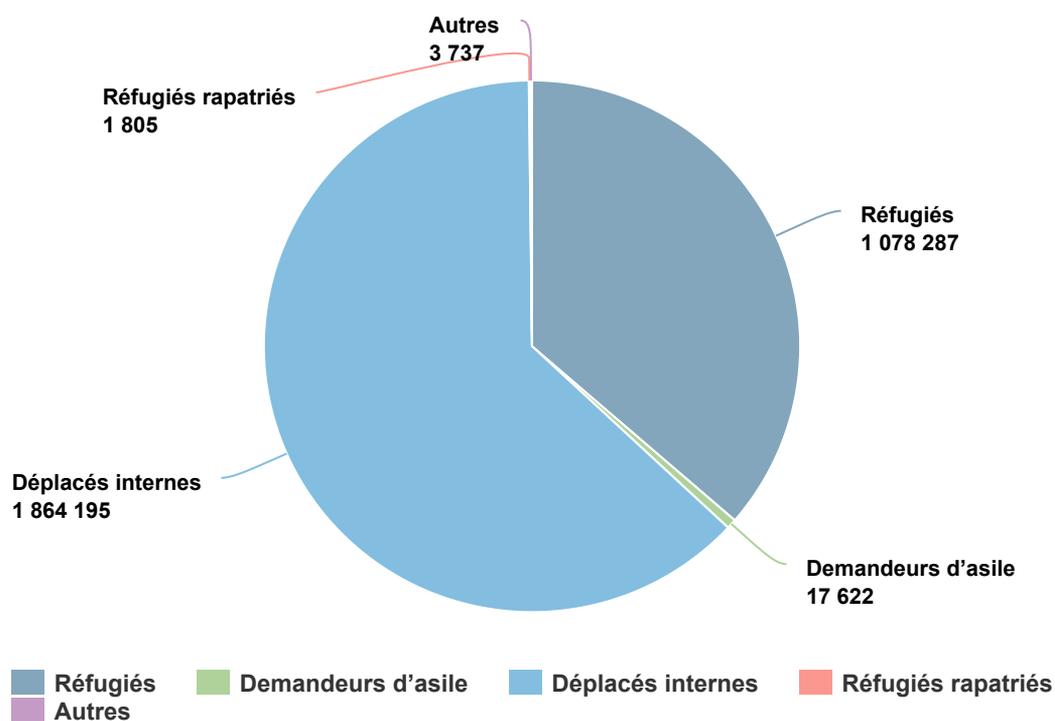
Opération: Soudan



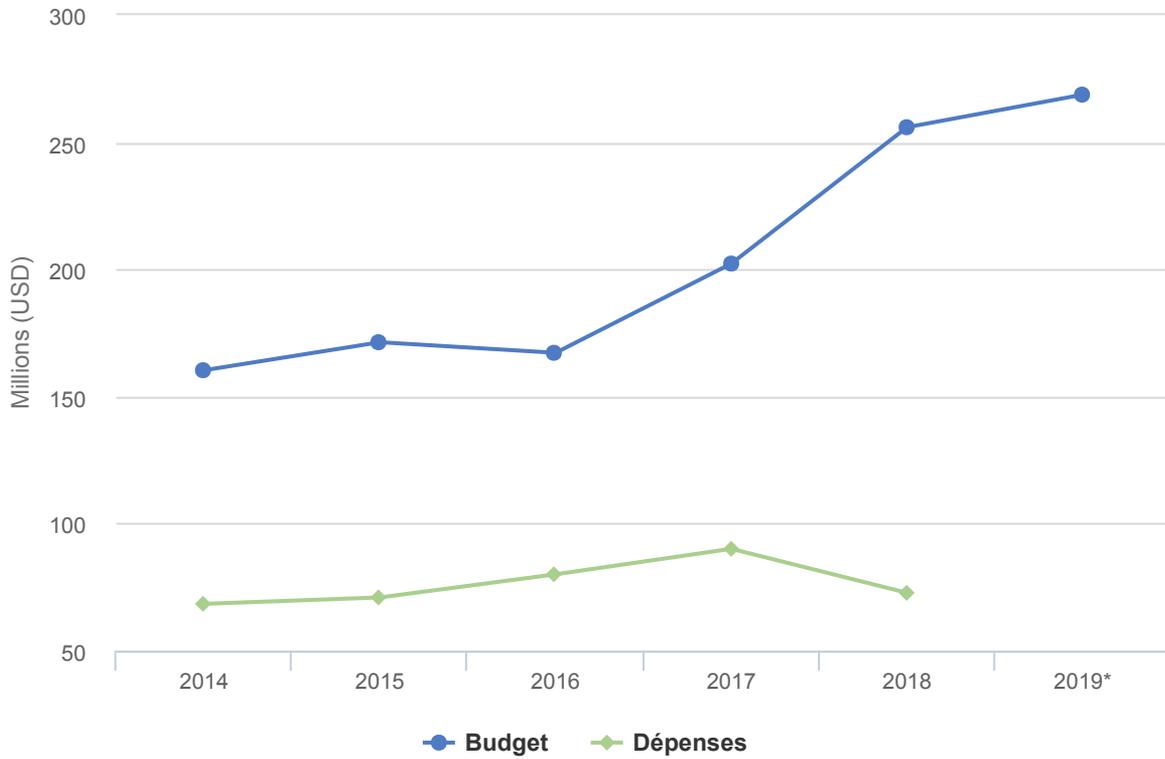
Personnes relevant de la compétence du HCR

- 11% EN 2018

| | |
|-------------|-----------|
| 2018 | 2,965,646 |
| 2017 | 3,323,629 |
| 2016 | 2,704,048 |



Budgets et Dépenses - Soudan



Contexte opérationnel

En 2018, l'environnement opérationnel au Soudan est devenu de plus en plus périlleux à mesure de la détérioration de la crise économique, avec pour conséquences d'importantes pénuries de pain, de carburant et de gaz, ce qui a lourdement pénalisé les communautés locales et les réfugiés. Le manque de carburant et l'inflation record ont aussi entravé la fourniture d'une protection et d'une assistance à toutes les personnes relevant de la compétence du HCR. Le manque de liquidités dans les banques a également créé des difficultés pour la mise en œuvre des projets pendant le deuxième semestre de 2018.

L'afflux de réfugiés originaires du Soudan du Sud s'est poursuivi en 2018, même si leurs nombres sont demeurés plus modestes que ces dernières années. Les conditions en République arabe syrienne et au Yémen sont restées fluctuantes et des réfugiés n'ont cessé d'arriver en nombre important, s'installant pour la plupart dans la capitale.

Le Soudan demeure un pays d'origine, de transit et de destination de personnes se déplaçant dans des mouvements mixtes qui comprenaient des demandeurs d'asile et des réfugiés empruntant la route migratoire de l'Afrique de l'Est vers l'Afrique du Nord et ensuite l'Europe.

Tendances démographiques

Fin 2018, le Soudan abritait plus de 1,1 million de réfugiés et demandeurs d'asile, notamment plus de 850 000 réfugiés originaires du Soudan du Sud, plus de 120 000 de l'Érythrée et 93 500 de Syrie. Parmi les autres pays d'origine, il y avait l'Éthiopie, la République centrafricaine, le Tchad et le Yémen. En outre, quelque 1,9 million de personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays.

Parmi les plus de 850 000 réfugiés sud-soudanais qui vivent dans le pays, environ 500 000 ont cherché la sécurité au Soudan depuis le déclenchement du conflit au Soudan du Sud en décembre 2013. Ils s'ajoutent aux quelque 350 000 Sud-Soudanais qui sont restés dans le pays après l'indépendance du Soudan du Sud en 2011. Près de 22% vivent dans deux camps au Darfour-Oriental et neuf camps dans l'État du Nil Blanc, tandis que les 78% restants résident dans des sites hors des camps et en milieu urbain, parmi les populations d'accueil. L'afflux de réfugiés sud-soudanais s'est poursuivi, même si les arrivées ont eu tendance à ralentir en 2018, avec près de 33 120 nouveaux arrivants enregistrés.

Les arrivées (7 000) ont continué depuis l'Érythrée en 2018, en dépit de la fermeture de la frontière et d'une forte présence militaire le long de la ligne séparant le Soudan et l'Érythrée. Néanmoins, on estime que plus de 50% (30% de moins qu'en 2017) ont continué leur route, alors que d'autres sont restés dans les camps de réfugiés.

De plus, 1 767 nouvelles arrivées depuis la République centrafricaine (RCA) ont été enregistrées pendant l'année dans la ville d'El Radom, dans l'État du Darfour du Sud. Elles viennent s'ajouter aux 2 445 réfugiés centrafricains déjà présents dans la ville de Nyala dans l'État du Darfour du Sud.

Chiffres clés :

- **65%** des enfants réfugiés et demandeurs d'asile en âge de fréquenter l'école primaire ont été scolarisés
- **43%** des besoins en articles ménagers essentiels des familles ont été satisfaits
- **28%** des personnes relevant de la compétence du HCR (18-59 ans) ont gagné au moins le salaire minimum pendant plus de six mois

Principales réalisations :

Dans le cadre de l'accord tripartite régissant le retour des réfugiés tchadiens depuis le Soudan, le HCR a facilité le

rapatriement de 4 804 réfugiés tchadiens depuis les camps d'Um Shalaya et Mukjar dans l'État du Darfour-Central. Les 3 500 réfugiés tchadiens restants du camp d'Um Shalaya devraient être rapatriés en 2019.

En vertu de l'accord tripartite gouvernant le retour des réfugiés soudanais depuis le Tchad, quelque 1 760 réfugiés soudanais sont rentrés au Darfour/Soudan entre avril et décembre 2018. Il est prévu que 5 000 autres le fassent en 2019. L'occupation des terres a affecté la capacité de certains réfugiés à se réinstaller dans leur localité d'origine au Darfour et compromet de même la possibilité pour certains déplacés internes de revenir de manière permanente dans leur village natal. Les mécanismes existants pour traiter l'occupation des terres et les différends fonciers sont en général insuffisants au Darfour.

En 2018, le HCR a poursuivi ses activités de plaidoyer et de renforcement des capacités afin d'améliorer l'environnement juridique des personnes risquant l'apatridie. Près de 2 560 personnes risquant l'apatridie ont bénéficié d'une aide juridique, notamment une représentation légale et des conseils relatifs à la nationalité et aux documents d'identité. Le HCR et ses partenaires ont aidé 2 030 Soudanais et 2 540 Sud-Soudanais à confirmer leur nationalité. Une étude sur l'apatridie a identifié près de 3 000 apatrides dans l'État de Khartoum qui ont perdu leur nationalité soudanaise après la sécession du Soudan du Sud.

Les améliorations apportées aux conditions globales de sécurité au Darfour ont permis le retrait de la MINUAD de quatre des cinq États du Darfour, de même qu'une hausse des retours des déplacés internes. En sa qualité de responsable du groupe sectoriel de la protection au Soudan, le HCR a coordonné les réunions régulières du groupe à Khartoum ainsi qu'au niveau des États, et a donné des conseils politiques au Coordonnateur humanitaire, à l'Équipe humanitaire de pays, au Groupe de coordination intersectorielle et à d'autres forums humanitaires. Sur la base des besoins identifiés, le HCR a distribué des colis d'articles non alimentaires à plus de 16 560 ménages et a entrepris des missions de vérification des retours volontaires dans l'ensemble des États du Darfour.

Besoins non satisfaits

Les ressources disponibles en 2018 étaient insuffisantes pour couvrir les besoins et services essentiels pour la population réfugiée qui a continué à dépendre largement de l'aide humanitaire en raison du manque de possibilités d'activités rémunératrices. Les limitations du financement ont réduit la portée des interventions dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, des infrastructures communautaires et des moyens de subsistance.

La détérioration de la situation économique a aussi touché l'assistance sanitaire, puisque le coût des médicaments a augmenté de plus de 50%. En outre, les malades chroniques relevant de la compétence du HCR n'ont pas été secourus puisque les transferts ont été limités aux cas d'urgence vitale.

L'aide éducative n'a été fournie qu'à une fraction des enfants vulnérables, exposant les autres à différents risques de protection. La pauvreté et la vulnérabilité persistantes parmi la population visée, ont créé des risques accrus que les enfants travaillent pour aider leur famille à satisfaire ses besoins essentiels ou que davantage de filles soient mariées de force à un âge précoce.

En raison des financements limités, la fourniture d'une assistance aux personnes relevant de la compétence du HCR qui vivent en milieu urbain est restée difficile tout au long de l'année. De ce fait, leur accès aux besoins et services essentiels à Khartoum s'en est trouvé affecté, ce qui a suscité de nouvelles vulnérabilités de ces groupes et un risque accru qu'ils aient recours à des stratégies d'adaptation négatives.

Le Darfour a accueilli un flux croissant de rapatriés, mais la programmation de solutions durables est restée limitée. Les villages de retour sont largement sous-développés et ont besoin d'une infrastructure de services essentiels,

d'institutions faisant appliquer la loi, de programmes de création de moyens subsistance, de renforcement des capacités communautaires (par exemple en gestion des conflits) et d'abris pour aider à régler la concurrence pour des ressources naturelles rares comme les terres et l'eau, qui continue d'empêcher le retour viable en tant que solution durable.

Dépenses 2018 - Soudan | USD

Le tableau suivant présente le budget final, les fonds disponibles et l'état final des dépenses par objectif, comme établis en fin d'année.

| | Pilier 1 Programme pour les réfugiés | Pilier 2 Programme pour les apatrides | Pilier 3 Projets de réintégration | Pilier 4 Projets pour les déplacés internes | Total |
|--|--|--|---|--|--------------------|
| Budget final | 218,356,455 | 2,033,093 | 11,846,749 | 23,662,502 | 255,898,799 |
| | -8,975,269 | 582,759 | 3,310,440 | 8,111,083 | 3,029,013 |
| Total des fonds disponibles | -8,975,269 | 582,759 | 3,310,440 | 8,111,083 | 3,029,013 |
| Dépenses par objectif | | | | | |
| Environnement de protection favorable | | | | | |
| Cadre juridique et politique | 475,766 | 277,910 | 0 | 0 | 753,677 |
| Aide juridique et recours judiciaires | 493,454 | 140,733 | 0 | 0 | 634,187 |
| Accès au territoire | 118,678 | 0 | 0 | 0 | 118,678 |
| Sous-total | 1,087,898 | 418,643 | 0 | 0 | 1,506,541 |
| Processus de protection et documents adéquats | | | | | |
| Conditions d'accueil | 3,344,514 | 0 | 0 | 887,623 | 4,232,137 |
| Enregistrement et établissements des profils | 5,968,814 | 0 | 186,696 | 0 | 6,155,510 |
| Procédures de détermination du statut de réfugié | 824,649 | 0 | 0 | 0 | 824,649 |
| Documents individuels | 118,678 | 0 | 0 | 0 | 118,678 |
| Documents d'état civil | 118,678 | 243,116 | 0 | 0 | 361,794 |
| Regroupement familial | 122,714 | 0 | 0 | 0 | 122,714 |
| Sous-total | 10,498,046 | 243,116 | 186,696 | 887,623 | 11,815,481 |
| Sécurité face à la violence et à l'exploitation | | | | | |
| Protection contre la criminalité | 407,744 | 0 | 0 | 0 | 407,744 |
| Prévention et interventions liées aux VSS | 1,685,316 | 0 | 0 | 0 | 1,685,316 |

| | Pilier 1 Programme pour les réfugiés | Pilier 2 Programme pour les apatrides | Pilier 3 Projets de réintégration | Pilier 4 Projets pour les déplacés internes | Total |
|---|--|--|---|--|-------------------|
| Risques de détention arbitraires | 97,006 | 0 | 0 | 0 | 97,006 |
| Protection des enfants | 2,102,219 | 0 | 0 | 0 | 2,102,219 |
| Sous-total | 4,292,285 | 0 | 0 | 0 | 4,292,285 |
| Besoins de base et services essentiels | | | | | |
| Santé | 5,853,865 | 0 | 0 | 0 | 5,853,865 |
| Services de santé reproductive et de lutte contre le VIH | 290,658 | 0 | 0 | 0 | 290,658 |
| Nutrition | 1,293,386 | 0 | 0 | 0 | 1,293,386 |
| Eau | 2,895,770 | 0 | 314,037 | 0 | 3,209,807 |
| Hygiène et assainissement | 2,254,686 | 0 | 0 | 0 | 2,254,686 |
| Abris et infrastructures | 2,491,248 | 0 | 435,136 | 52 | 2,926,435 |
| Énergie | 1,193,973 | 0 | 0 | 0 | 1,193,973 |
| Articles élémentaires, ménagers et d'hygiène | 3,568,256 | 0 | 0 | 1,859,335 | 5,427,591 |
| Services pour les personnes ayant des besoins spécifiques | 933,759 | 0 | 0 | 0 | 933,759 |
| Éducation | 5,602,270 | 0 | 0 | 0 | 5,602,270 |
| Sous-total | 26,377,871 | 0 | 749,173 | 1,859,387 | 28,986,431 |
| Autonomisation et autogestion communautaires | | | | | |
| Mobilisation communautaire | 893,728 | 0 | 256,673 | 581,289 | 1,731,690 |
| Coexistence avec les communautés locales | 0 | 0 | 0 | 729,208 | 729,208 |
| Ressources naturelles et environnement partagé | 386,977 | 0 | 0 | 0 | 386,977 |
| Autosuffisance et moyens d'existence | 7,020,559 | 0 | 0 | 0 | 7,020,559 |
| Sous-total | 8,301,264 | 0 | 256,673 | 1,310,497 | 9,868,434 |
| Solutions durables | | | | | |

| | Pilier 1 Programme pour les réfugiés | Pilier 2 Programme pour les apatrides | Pilier 3 Projets de réintégration | Pilier 4 Projets pour les déplacés internes | Total |
|---|--|--|---|--|-------------------|
| Stratégie pour la recherche de solutions globales | 0 | 0 | 0 | 1,308,433 | 1,308,433 |
| Retour volontaire | 1,181,565 | 0 | 958,495 | 0 | 2,140,060 |
| Réintégration | 0 | 0 | 1,081,054 | 0 | 1,081,054 |
| Réinstallation | 382,279 | 0 | 0 | 0 | 382,279 |
| Réduction de l'apatridie | 0 | 81,370 | 0 | 0 | 81,370 |
| Sous-total | 1,563,844 | 81,370 | 2,039,549 | 1,308,433 | 4,993,196 |
| Direction, coordination et partenariats | | | | | |
| Coordination et partenariats | 789,574 | 0 | 0 | 1,263,971 | 2,053,545 |
| Gestion et coordination des camps | 1,540,946 | 0 | 0 | 0 | 1,540,946 |
| Sous-total | 2,330,520 | 0 | 0 | 1,263,971 | 3,594,491 |
| Appui à la logistique et aux opérations | | | | | |
| Approvisionnement et logistique | 3,205,924 | 0 | 0 | 536,001 | 3,741,925 |
| Gestion des opérations, coordination et appui | 2,591,851 | 0 | 328,349 | 1,032,151 | 3,952,352 |
| Sous-total | 5,797,776 | 0 | 328,349 | 1,568,152 | 7,694,277 |
| Dépenses totales en 2018 | 60,249,503 | 743,129 | 3,560,440 | 8,198,063 | 72,751,134 |